

19

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
8. Mai 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
ABGEORDNETENKAMMER	3
SENAT	5
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	7
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	7
FÖDERALREGIERUNG	19
VLAAMSE REGERING	23
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	25
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	26
BELGISCHES STAATSBLATT.....	27
QUELLENVERZEICHNIS	33

Neues aus den Parlamenten



ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 6 au 10 mai 2024

Lundi, 06/05/2024

Rapport de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le traitement des abus sexuels commis au sein et en dehors de l'Église, y compris sur leur traitement judiciaire, et sur leurs conséquences actuelles pour les victimes et pour la société, n°s [3617](#)/1 à 5.

Mardi, 07/05/2024

Projets de loi et propositions

1. Projet de loi mettant en oeuvre le règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/172, n°s [3934](#)/1 à 5.

2. Projet de loi modifiant le droit pénal social et diverses dispositions en droit du travail, n°s [3914](#)/1 à 7.

3. Projet de loi instaurant un Service citoyen, n°s [3969](#)/1 à 3.

4. Projet de loi modifiant la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, n°s [3970](#)/1 à 6.

5. Projet de loi réglementant la recherche privée, n°s [3935](#)/1 à 7.

6. Projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, n°s [3938](#)/1 à 8.

7. Proposition de résolution concernant la mise en place d'une mobilité internationale plus durable grâce à l'intégration des trafics ferroviaire et aérien, n° [2665](#)/1 à 5.

8. Projet de loi sur les exigences en matière d'accessibilité pour les services de transport et créant l'Agence fédérale de Régulation du Transport, n°s [3952](#)/1 à 5.

9. Projet de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars

1968, introduisant des formations de réintégration, n°s [3967](#)/1 à 4.

10. Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des véhicules, n°s [3892](#)/1 à 4.

11. Projet de loi portant adaptation du droit pénal fiscal spécial au nouveau Code pénal, n°s [3927](#)/1 à 7.

12. Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé et la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, en ce qui concerne la maîtrise de la langue des professionnels des soins de santé, n°s [3972](#)/1 à 4.

13. Proposition de résolution sur l'automédication accompagnée et l'utilisation correcte des médicaments, n°s [2420](#)/1 à 7.

14. Projet de loi modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, afin d'y insérer la réforme de l'art infirmier et d'y supprimer les Commissions techniques de l'art infirmier et des professions paramédicales et d'y adapter les missions des Conseils fédéraux de l'art infirmier et des professions paramédicales, n°s [3890](#)/1 à 9.

15. Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 21 mars 2024 entre l'État fédéral et la Communauté française relatif à la reconnaissance de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité et de la Caisse des soins de santé de HR Rail en qualité d'organismes assureurs de la Communauté française, et au contrôle des organismes assureurs de la Communauté française par l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, n°s [3929](#)/1 à 3.

16. Projet de loi portant dispositions diverses en matière de santé et de finances, n°s [3928](#)/1 à 8.

17. Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, n°s [3994](#)/1 à 3.

18. Projet de loi portant des dispositions concernant les exigences linguistiques concernant les chefs de corps, les greffiers en chef et les secrétaires en chef de Bruxelles et la désignation du procureur du Roi de Bruxelles, de l'auditeur du travail de Bruxelles, des procureurs du Roi adjoints de Bruxelles et des auditeurs du travail adjoints de Bruxelles, n°s [3936](#)/1 à 7.

19. Projet de loi portant des mesures dans la lutte contre le surendettement et de protection des entreprises en difficultés, n°s [3883](#)/1 à 6.

20. Projet de loi portant dispositions en matière de digitalisation de la justice et dispositions diverses II, n°s [3945](#)/1 à 10.

21. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes en vue d'interdire les systèmes d'armes entièrement autonomes, n°s [0322](#)/1 à 7.

22. Projet de loi portant introduction de l'allocation d'inaptitude temporaire de travail pour fonctionnaires, n°s [3968](#)/1 à 3.

23. Projet de loi modifiant la loi du 13 février 2006 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement, n°s [3923](#)/1 à 3.

24. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une Journée nationale de commémoration des victimes de la crise climatique mondiale, n°s [3979](#)/1 à 3.

25. Projet de loi portant l'introduction d'une prime tarif social et portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, n°s [3983](#)/1 à 6.

26. - Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le 16 février 2022, n°s [3963](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment au Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022, n°s [3964](#)/1 à 3.

- Projet de loi portant assentiment au Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022, n°s [3965](#)/1 à 3.

27. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Irlande, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise, la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, établissant un Centre opérationnel d'Analyse du Renseignement maritime pour les Stupéfiants, fait à Lisbonne le 30 septembre 2007, n°s [3974](#)/1 à 3.

28. Projet de loi portant assentiment aux amendements au Protocole de Göteborg de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, avec annexes, faits à Genève le 4 mai 2012, et modifiant la loi du 1er mai 2006 portant assentiment au Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, fait à Göteborg le 30 novembre 1999, n°s [3977](#)/1 à 3.

29. Projet de loi modifiant la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, n°s [3961](#)/1 à 6.

30. Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur l'exécution intergouvernementale du règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012, n°s [3985](#)/1 à 3.

31. Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la nomination du greffier en chef et des greffiers du Conseil du contentieux des étrangers, n°s [3947](#)/1 à 5.

32. Projet de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n°s [3989](#)/1 à 4.

33. Projet de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers (I), n°s [3990](#)/1 à 4.

34. Projet de loi contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024, n°s [4002](#)/1 à 3.

35. Projet de déclaration de révision de la Constitution, n° [4018](#)/1.

36. Proposition de résolution visant la mise en place d'une Conférence interministérielle Jeunesse chargée d'élaborer un plan de soutien aux jeunes touchés par la crise du COVID-19, n°s [1810](#)/1 à 3.

Mercredi, 08/05/2024

Questions orales

Déclaration du gouvernement - Reconnaissance par le gouvernement fédéral des adoptions illégales

Nomination du greffier, secrétaire général, de la Chambre des représentants (Rgt. art. 168)

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi portant création de juridictions de l'environnement, n° [4016](#)/1.

2. Proposition de loi sur la gestation pour autrui, n° [4021/1](#).

Votes nominatifs

sur les projets de loi et les propositions terminés.



Senat

Parlement des étudiants au Sénat

26/04/2024

Le vendredi 26 avril 2024, 116 jeunes du troisième degré de l'enseignement secondaire en Flandre et Bruxelles se sont réunis au Sénat. Cet événement s'est déroulé dans le cadre du projet « KRAS ». Il s'agit d'un jeu de rôle et de discussion qui consiste en une année de débat volontaire autour d'un thème central. Cette année, il s'agissait du « Conflit ». Plus d'informations sont disponibles sur le site de Globelink.

Au cours de la journée, cinq commissions différentes ont débattu de divers aspects du concept « conflit ». A la fin de la journée, les recommandations ont été discutées et votées en séance plénière, en présence de plusieurs gens politiques et experts.



Vlaams Parlement

Wat met leerlingen zonder school?

03 mei 2024

Meer dan 160 leerlingen uit het secundair onderwijs in Antwerpen hebben geen school. Het gaat over jongeren die in de loop van het schooljaar zelf kiezen om van school te veranderen, omdat er op de huidige school geen studierichting is die hen ligt. Maar de jongeren kunnen niet op een nieuwe school terecht. Vergroot dat het risico op schooluitval zonder diploma? En wat wil minister Ben Weyts hieraan doen? Het werd besproken in de Commissie voor Onderwijs. ... [verder lezen](#)

Een terugblik op de plenaire vergaderingen van 30 april

02 mei 2024

Op dinsdag 30 april kwam het Vlaams Parlement bij elkaar in de plenaire vergadering. Er werd een ochtend- en een middagvergadering gehouden. Wat stond er op de agenda? Eerst bespraken de Vlaamse volksvertegenwoordigers de ontwerpen van decreet, de voorstellen van decreet en de voorstellen van resolutie. 's Middags legden de

volksvertegenwoordigers hun actuele vragen voor aan de Vlaamse Regering en volgde er nog de stemming over de verschillende parlementaire initiatieven. Een greep uit wat er allemaal op de agenda stond ...

1. Ontwerp van decreet: [wijzigingen Vlaams integratie- en inburgeringsbeleid](#)

Het bestaande Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid zal op enkele vlakken wijzigen. De aanpassingen gaan onder meer over de verwerking van de persoonsgegevens. Daarnaast geldt er voor bedienaars van de erediensten een verplichting tot inburgering. Tot slot komt er een afwijking van het vereiste taalniveau voor inburgeraars met een handicap.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

2. Ontwerp van decreet: [wijziging decreten regiovorming](#)

Regiovorming moet bestuurlijke versnippering tegengaan. Dankzij dit ontwerp van decreet wordt het regioconform samenwerken van toepassing op vier specifieke sectoren. Enerzijds zijn dat de intergemeentelijke samenwerkingen op het vlak van lokale sociale economie en werk en de samenwerkingen op het vlak van wijk-werken. Daarnaast gaat het over de erfgoedcellen en de sociaal-cultureel volwassenenorganisaties met een regionale werking.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

3. Ontwerp van decreet: [wijzigingen gemeente- en provinciebelastingen](#)

Het bestaande decreet uit 2008 dat de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen regelt, was aan een actualisatie toe. Het merendeel van de wijzigingen gaan over het aanpassen van termen of het moderniseren van de regels. Enkele voorbeelden: de kosteloze eerste aanmaning, de digitale verzending van fiscale berichten of de meldingsplicht van de notaris.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

4. Ontwerp van decreet: [wijziging decreet Vlaamse sociale bescherming en Woonzorgdecreet](#)

De Vlaamse Regering ijverde voor een geleidelijke invoering van BelRAI in de zorg. BelRAI staat voor 'Belgisch Resident Assessment Instrument' en is een beoordelingsinstrument dat informatie over de zorgbehoefte van de patiënt of de gebruiker in een complexe zorgsituatie ter beschikking stelt van de zorgverlener, de zorgvoorziening en de overheid. Met dit decreet werden onder andere de regels aangepast voor de verwerking van BelRAI-persoonsgegevens door het Agentschap Zorg.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

5. Ontwerp van decreet:

[wijziging samenwerkingsakkoord verplichte inburgering in Brussel](#)

De Brusselse Regering besliste om een eigen Brussels inburgeringstraject in te voeren. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) keurde daarvoor een Brusselse wet goed. Met dit ontwerp van decreet wil de Vlaamse Regering ervoor zorgen dat de noodzakelijke samenwerking op dat vlak tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) en de GGC kan worden verdergezet.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

6. Voorstel van resolutie:

[ondersteuning personen met jongdementie](#)

Dementie is een aandoening die voornamelijk wordt geassocieerd met het ouder worden. Toch treft dementie ook een kleine groep jongere mensen. Met dit voorstel van resolutie vragen een aantal leden van oppositie en meerderheid aan de Vlaamse Regering om meer aandacht te hebben voor deze groep in het beleid en in de financiering.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

7. [Actuele vragen](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

[Retrouvez les discours prononcés à l'occasion de la fête de l'Iris](#)

04/05/2024

La cérémonie officielle de la fête de l'Iris et des 35 ans de la Région de Bruxelles capitale s'est tenue ce samedi 4 mai 2024 au Palais des Beaux-arts.

Plus de 550 personnes étaient présentes pour célébrer cet anniversaire. ... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

222. Sitzung vom 02. Mai 2024

TOP 3: Genehmigung und Veröffentlichung des Lastenheftes im offenen Verfahren zwecks Ausführung der „Umgestaltung von 27 Chalets“ im Sport- und Ferienpark Worriken

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Lastenheft für den öffentlichen Bauauftrag „Umgestaltung von 27 Chalets“ im Sport- und Ferienpark Worriken sowie dessen Veröffentlichung im offenen Verfahren.

Der Ministerpräsident, zuständig für den Haushalt und die Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen des Projektes Worriken 4.0 wurde u.a. die Umgestaltung und Sanierung der Chalets aufgelistet. Die 48 bestehenden Chalets sollten entweder komplett kernsaniert oder abgerissen und neu gebaut werden.

Da das Erscheinungsbild der Chalets stark zum Image des Sport- und Ferienparks Worriken gehört und einen großen Wiedererkennungswert für Besucher und Gäste hat, werden nun 28 der 48 Chalets renoviert. Die übrigen 20 Chalets sollen im Rahmen des Design & Build abgerissen und in einer anderen Form neu gebaut werden.

Die Zahl von 28 Chalets resultiert aus den bereits getätigten Arbeiten an den Außenfassaden. 28 Chalets wurden in den letzten Jahren von außen renoviert und gedämmt und die Fenster sowie Türen wurden ersetzt. Demnach wird es als sinnvoll erachtet, diese Chalets nun auch von innen zu sanieren (Kernsaniierung).

Das Gesamtprojekt Worriken 4.0 ist aktuell in der ersten Phase der öffentlichen Vergabeprozedur des Design & Build. Die Umsetzung dieses Projektes wird erst in ein paar Jahren (voraussichtlich 2026-2030) erfolgen. Da die Chalets jedoch in die Jahre gekommen sind, und um weiterhin konkurrenzfähig zu sein, wird es als sinnvoll erachtet, die Renovierung der 28 Chalets vorzuziehen. Der Neubau der restlichen 20 Chalets bleibt Teil der Ausschreibung des "Design and Build - Worriken 4.0".

Die Umgestaltung bzw. Kernsaniierung eines Musterchalets (Chalet Nummer 1) wurde bereits im Jahr 2023 umgesetzt. Das Grundkonzept dieses Musterchalets wurde überarbeitet

und nun für die 27 weiteren Chalets (Chalets Nummer 2-28) angepasst. Anders als beim Musterchalet wird ein Großteil der Arbeiten durch das Personal des Sport- und Ferienparks Worriken durchgeführt.

Die Ausführung der Umgestaltung der Chalets soll innerhalb von 3 Jahren beendet sein, sprich pro Jahr werden 9 Chalets kernsaniert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die geschätzten Gesamtkosten der hier ausgeschriebenen Arbeiten liegen bei ca. 1.950.000,00€ und gehen zu Lasten des Haushalts der DgG Gemeinschaftszentren (OB00 PR00 Zuweisung 74.22).

TOP 4: Jahresabschluss 2023 der Dienste der Hauptverwaltung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 38 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Jahresabschluss 2023 der Dienste der Hauptverwaltung.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof den Jahresabschluss zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Der Jahresabschluss umfasst die in Artikel 38 Absatz 3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente. Nachstehend auszugsweise die zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen des Jahres in Einnahmen und Ausgaben:

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft		SAP	
		Haushaltsausführung	
Einnahmen	Allgemeine Einnahmen		372.603.049,51
	Zweckbestimmte Einnahmen		281.615.388,18
	Total	VE	654.218.437,69
Ausgaben	AM		559.310.145,08
	Variable Kredite		242.171.187,98
	V.M./Z.M.		801.481.333,06
zu finanzierender Bruttosaldo *			-128.991.578,25
Kapitalabgaben (klassische Anleihen und Leasing)			-28.430.202,79
zzgl./abzgl. nominale Operationen			20.399.669,88
zu finanzierender Nettosaldo **			-137.022.111,16
Total Bruttosaldo *			-128.991.578,25
Total Nettosaldo **			-137.022.111,16

(*) Haushaltsergebnis

(**) Ergebnis laut Norm Hoher Finanzrat

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Verkauf eines Grundstücks gelegen zu Eupen katastriert Gemarkung 1 Flur B Nummer 14T2 mit einer Fläche von 52m² zwecks Installation einer Transformatorenkabine sowie Erteilung der Vollmacht zur Unterzeichnung der notariellen Kaufurkunde

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt einen Teil des Grundstücks gelegen in Eupen, Hochstraße 104, katastriert Gemarkung 1 Flur B Nummer 14B2 mit einer Fläche von 52 Quadratmetern für 4.160,00 EUR an die kooperative Gesellschaft ORES Assests, eingetragen in der Unternehmensdatenbank unter der Nummer 0543.696.579, zu verkaufen.

Die Regierung ersucht Herrn Christoph Weling, Notar, einen entsprechenden Verkaufsvertrag im öffentlichen Nutzen abzuschließen.

Die Regierung erteilt dem Fachbereichsleiter Infrastruktur, Herrn Jacques Probst, die Vollmacht zur Unterzeichnung in ihrem Namen für die notarielle Verkaufurkunde des Grundstücks gelegen zu Eupen, Gemarkung 1 Flur B Nummer 14T2.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Auf dem Gelände Hochstraße 104, wo derzeit das Kompetenzzentrum des ZFP untergebracht ist, soll auf einem Teil des Grundstücks eine Transformatorenkabine der interkommunalen Kooperativgesellschaft ORES Assets (Unternehmensnummer 0543.696.579) installiert werden.

Das zu verkaufendes Teilstück mit einer Größe von 52 Quadratmetern ist aus der Parzelle Eupen, Gemarkung 1 Flur B Nummer 14B2 zu entnehmen. Als Grundlage dient der vom Landmesser Jean-Nicolas Simon der Gesellschaft SPRL GRD Consult in 1457 Walhain erstellte Plan vom 26. Februar 2024. Das betreffende Gelände wird unter gelbem Farbstrich auf dem Plan als 14B2 pie - Los 1 näher bezeichnet und ist katastriert unter Eupen, Gemarkung 1 Flur B Nummer 14T2.

Da der Ministerpräsident aus terminlichen Gründen den Notartermin nicht wahrnehmen kann, erteilt er dem Fachbereichsleiter Infrastruktur, Herrn Jacques Probst, eine Vollmacht zwecks Unterzeichnung des oben erwähnten Verkaufsvertrags, der sich nötigenfalls auch für die Regierung starksagen kann.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Verkauf kommt dem Einnahmenhaushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugute.

TOP 6: Beschluss zur Ausschreibung eines öffentlichen Bauauftrages im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung über den Bau einer Ladeinfrastruktur für Elektromobilität am Kloster Heidberg in Eupen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Ausschreibung eines öffentlichen Bauauftrages im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung über den Bau einer Ladeinfrastruktur für Elektromobilität am Kloster Heidberg in Eupen.

Der Ministerpräsident, zuständig für den Haushalt und die Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Um der stetig steigenden Nachfrage der Gäste des Kloster Heidberg gerecht zu werden, sollen Ladesäulen für Elektromobilität installiert werden. Auf dem Parkplatz sollen 3 Doppel-Ladestationen errichtet werden. Dies erlaubt es, entweder 6 PKW's zeitgleich mit einer Leistung von 11kW zu laden oder aber 3 PKW's zeitgleich mit doppelter Leistung (22 kW) zu laden. Das Projekt wird so konzipiert, dass zu einem späteren Zeitpunkt weitere 3 Doppel-Ladestationen, dh 6 Ladeplätze ohne größeren Mehraufwand errichtet werden können.

Leistungsmessungen im Vorfeld haben ergeben, dass die vorhandene Trafostation die nötige elektrische Energie liefern kann.

Der Bauauftrag setzt sich aus sowohl aus Elektro-, Schlosser- wie auch aus Tiefbauarbeiten zusammen. Ebenfalls beinhaltet der Auftrag die Lieferung, Installation, Inbetriebnahme der Ladegeräte sowie deren Anbindung und die damit einhergehenden jährlichen Unkosten einer E-Mobilitäts-Plattform.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Genehmigung der Ausschreibung des Dienstleistungsauftrages zieht keine direkten finanziellen Auswirkungen nach sich. Der Dienstleistungsauftrag wird über den Haushalt der DgG Gemeinschaftszentren OB00 PR00, Zuweisung 74.22 vergeben.

TOP 9: Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und dem Königreich Belgien über die Erwerbstätigkeit bestimmter Familienmitglieder des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen, geschehen zu Brüssel am 10. November 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und dem Königreich Belgien über die Erwerbstätigkeit be-

stimmter Familienmitglieder des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen, geschehen zu Brüssel am 10. November 2023.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen und das beschleunigte Behandlungsverfahren von Dekretentwürfen zur Zustimmung zu völkerrechtlichen Verträgen (Artikel 64 Absatz 3 der Geschäftsordnung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft) zu beantragen.

2. Erläuterungen:

Zweck dieses Abkommens ist die Erleichterung der Ausübung einer Erwerbstätigkeit (als Arbeitnehmer oder Selbständige) durch die unterhaltsberechtigten Familienangehörigen der Mitglieder des diplomatischen Personals und des sonstigen Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland in Belgien sowie - auf der Grundlage der Gegenseitigkeit - der Mitglieder des belgischen diplomatischen Personals und des sonstigen Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen im Vereinigten Königreich.

Der Status des vom Entsendestaat in den Aufnahmestaat entsandten diplomatischen und konsularischen Personals sowie der Status seiner Familienangehörigen werden durch die Wiener Übereinkommen über diplomatische Beziehungen (1961) und über konsularische Beziehungen (1963) geregelt. Die meisten Staaten, darunter auch Belgien und das Vereinigte Königreich, sind Vertragsparteien dieser Übereinkommen. Sie sehen eine Reihe von Privilegien und Immunitäten für das Personal diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen sowie für die zu ihrem Haushalt gehörenden Familienangehörigen (Ehegatten, in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Lebenspartner und unterhaltsberechtigter Kinder) vor.

Der Europarat empfiehlt ein Modell für ein bilaterales Abkommen, das Familienangehörigen, die im Haushalt eines Mitglieds einer diplomatischen oder konsularischen Mission leben, die Ausübung einer Erwerbstätigkeit ermöglichen soll.

Bei diesem Abkommen handelt es sich um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 13. Juli 2021 feststellte.

Die Vollmacht zur Unterzeichnung erteilte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 6. Juli 2023.

Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Festlegung der Eigenbeteiligung in den Einrichtungen und Diensten der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben einzuholen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Ein Tagesaufenthalt in der „Freizeitbegleitung“ des Begleitzentrums Griesdeck „BZG“ (vormals „Kurzaufenthalt“) für eine PmU unter 21 Jahre kostete bisher 50,00 Euro. Ein halber Tag wurde mit 25,00 Euro berechnet. Für Übernachtungen wurden automatisch 2 Tage berechnet.

Aufgrund der Reform der Eigenbeteiligung in der Kinderbetreuung haben sich die Eltern, die den Kurzaufenthalt des Dienstes „Freizeitbegleitung“ des Begleitzentrums Griesdeck nutzen, an die Dienststelle gewandt. Aus ihrer Sicht bestehe eine zu große Diskrepanz zwischen der finanziellen Beteiligung in der Kinderbetreuung und der Freizeitbegleitung von Kindern mit Beeinträchtigung, die die „reguläre“ Kinderbetreuung nicht nutzen können bzw. deren Bedarf weiter als die klassische Kinderbetreuung geht. Der Kurzaufenthalt bzw. die Freizeitbegleitung ist ein wichtiges Instrument zur Entlastung der Eltern, die im Alltagsleben mit sehr vielen Herausforderungen konfrontiert werden. Auch wenn es Fortschritte bei der Inklusion im Bereich der Kinderbetreuung gibt, benötigen wir weiterhin ergänzend das spezifische Angebot der Freizeitbegleitung für Kinder mit einer Beeinträchtigung.

Ende 2023 wurde die Diskrepanz zwischen der finanziellen Eigenbeteiligung im Bereich der Kinderbetreuung und des Kurzaufenthalts im Rahmen einer Regierungskontrolle im Ausschuss IV thematisiert. In der Antwort auf eine entsprechende parlamentarische Frage wurde seitens der Regierung eine Reform der Eigenbeteiligung im Bereich des Kurzaufenthalts angekündigt. Daraufhin wurde die

Dienststelle beauftragt in Zusammenarbeit mit dem Dienst „Freizeitbegleitung“ und der Elternvereinigung ein entsprechendes Konzept auszuarbeiten. Dabei sollte zum einen die finanzielle Belastung verringert werden, zum anderen der administrative Aufwand gering gehalten werden.

Das Konzept der DSL, das sowohl die Zustimmung des Trägers als auch der Elternvereinigung findet, sieht eine Angleichung an den Beteiligungstarife des Internats des ZFP vor.

Zum Vergleich:

Die Preise für einen Aufenthalt im ZFP sind:

- Tagesaufenthalt: 14 Euro
(20 Stunden: 20:00 Uhr bis 16:00 Uhr)
- Halber Tag: 7 Euro (12:00 bis 18:00 Uhr)

Die Anpassung der Eigenbeteiligung ist für die Osterferien 2024 angedacht. Der Erlass soll somit rückwirkend zum 1. April 2024 abgeändert werden.

Folgende indexierten Beteiligungen sollen ab dem 1. April 2024 für die Freizeitbegleitung gelten:

1. Eine Halbtagsbetreuung von 5 Stunden: 7,00 € (zuvor 25€)
2. Eine Ganztagsbetreuung 5 Std. bis 12 Std.: 14,76 € (zuvor 50€)

Dies heißt konkret in Beispielen:

1. Die Betreuung am Mittwochnachmittag (12:00 bis 17:00): 7,00 €.
2. Der angebotene halbe Sonntag (10:00-14:00 oder 14:00-18:00): 7,00 €.
3. Eine Ganztagsbetreuung (09:00 bis 18:00): 14,76 €.
4. Bei einer Betreuung mit Übernachtung werden für jeweils 12 Stunden 14,76 € berechnet. Hier ein Beispiel mit Ankunft am ersten Tag um 09.00 Uhr und Abholung am zweiten Tag um 18.00 Uhr:

09:00 – 21:00 → 14,76 €

21:00 – 09:00 → 14,76 €

09:00 – 18:00 → 14,76 €

Betreuungskosten mit 1 Übernachtung:
44,28 € (zuvor 150€)

Diese Kostenreduzierung betrifft ebenfalls die Freizeitangebote, die während den Schulferien angeboten werden.

Darüber hinaus soll in Angleichung an den Kurzaufenthalt diese Reduzierung der Eigenbeteiligung auch für die externen Wohnressourcen gelten, die Kinder unter 21 Jahren, die noch zu Hause leben zur Entlastung stundenweise begleiten. Dies sind Ausnahmefälle.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Als Gegenfinanzierung der verringerten Eigenbeteiligung muss die Leistungsvereinbarung mit dem Begleitzentrum Griesdeck im Jahr 2025 erhöht werden

(ausgehend von der jetzigen Nutzung des Angebotes: Schätzung 10.000 Euro jährlich)

Bezüglich der externen Wohnressourcen kann von 5.000€ Euro pro Jahr an Mindereinnahmen für die DSL ausgegangen werden.

TOP 12: Genehmigung Anpassung Investitionsplan ÖWOB

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt die Anpassung des Investitionsplans der Öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien (ÖWOB) nach Prüfung am 15. Juni 2023 durch den Begleitausschuss, der im Rahmen der Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen vom 28. April 2022 zwischen der Regierung und der ÖWOB eingesetzt wurde, anzunehmen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen der energetischen Sanierung des Wohnparks der ÖWOB wurde am 28. April 2022 eine Vereinbarung zwischen der Regierung und der ÖWOB geschlossen, die die Festlegung des Sanierungs-, Bau- und Finanzierungskonzeptes des Bestands und des Neubaus oder Einkaufs von öffentlich geförderten Wohnungen, die durch die ÖWOB verwaltet werden, festlegt.

Hierfür bringt die Regierung zwischen dem 01. Januar 2022 und dem 31. Dezember 2026 Kapital in Höhe von insgesamt 30 Millionen Euro ein. Die Einlage von Zwanzig Millionen Euro, um die Energieklasse „B“ zu erreichen, wird in vier Tranchen getätigt. Zum Neubau oder Einkauf von öffentlich geförderten Wohnungen, tätigt die Regierung eine Einlage von 10 Millionen Euro ebenfalls in vier Tranchen.

Artikel 8 – „Rechtfertigungsbelege“ der Vereinbarung sieht vor, dass die ÖWOB bis zum 01. Dezember 2022 einen Wohnungsbau-Infrastrukturplan vorlegt, der auf Grundlage des in Artikel 9 vorgesehenen Begleitausschusses genehmigt werden muss.

Am 15. Juni 2023 tagte der Begleitausschuss und genehmigte den vorgelegten angepassten Wohnungsbau-Infrastrukturplan.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Durch die Genehmigung des Wohnungsbau-Infrastrukturplans durch den Begleitausschuss vom 15. Juni 2023 entstehen für die Deutschsprachige Gemeinschaft keine zusätzlichen Kosten.

TOP 13: Addendum zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien GmbH

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Addendum zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien GmbH.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Strom- und Heizungsanlagen, die eine rote Karte erhalten haben, und bei denen die Reparaturen der Wohneinheiten nicht zur Erreichung der Energieklasse „B“ ausreichen, dürfen trotzdem durch die vereinbarten Mittel finanziert werden. Dies erfordert eine Vertragsabänderung in Form eines Addendums zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen.

In dem Addendum zur Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Öffentlichen Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien GmbH wird der Artikel 5 – Energetische Sanierung des Bestands des Wohnungsparks abgeändert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine zusätzlichen finanziellen Auswirkungen.

TOP 14: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Festlegung des Impfschemas der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Festlegung des Impfschemas der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Laut dem Dekret vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention wird zur Umsetzung der allgemeinen Impfstrategie ein Impfschema durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedet.

Das durch vorliegenden Erlass festgelegte Impfschema stützt sich auf:

- den Königlichen Erlass zur Pflichtimpfung gegen Poliomyelitis vom 26. Oktober 1966;
- das durch den Hohen Gesundheitsrat veröffentlichte Basis Impfschema für Kinder und Erwachsene durch das Gutachten 9606 von 2021
- das Gutachten 9562 des Hohen Gesundheitsrates von 2022 und das Gutachten 9746 von 2023 bezüglich Impfung gegen Pneumokokken für Erwachsene – Kinder und Jugendliche.
- Das Gutachten des belgischen Beratenden Ausschusses für Bioethik, Nr. 64 vom 14. Dezember 2015 über die ethischen Aspekte von Pflichtimpfungen.

Die Umsetzung der Impfstrategie und somit die Anwendung des Impfschemas obliegt allen Dienstleistern, Impfberechtigten und stationären Einrichtungen wie in den Artikeln 10.1.1 und 10.1.2 des Dekrets vom 1. Juni 2004 definiert.

Bis auf die Poliomyelitis-Impfung ist keine weitere, im Impfschema aufgenommene, Impfung verpflichtend.

Das Impfschema berücksichtigt die Impfung gegen folgende Infektionserreger:

Bei Kindern und Jugendliche von 0 – 20 Jahre:
Poliomyelitis, Tetanus, Diphtherie, Keuchhusten, Haemophilus Influenza b, Hepatitis B, Pneumokokken, Rotavirus, Masern, Mumps, Röteln, Meningokokken AWCY, Human Papillomviren (HPV),

Für Erwachsene:

- Schwangere: zwischen der 24. – 32. Schwangerschaftswoche: Tetanus, Diphtherie, Keuchhusten sowie Grippe Influenza zu egal welchen Zeitpunkt
- Für Erwachsene ab 25 Jahre (alle 10 Jahre): Tetanus, Diphtherie, Keuchhusten
- Ab 65 Jahre: Pneumokokken und Grippe Influenza

Eine wesentliche Neuerung ist die Einführung der Impfung gegen Meningokokken der Gruppen A, C, W und Y bei den Kindern im Alter von 15 Monaten sowie im Alter von 15 bis 16 Jahren anstelle einer Impfung gegen Meningokokken der Gruppe C.

Eine weitere Anpassung betrifft die Pneumokokken-Impfungen bei Menschen ab 65 Jahre je nach Art des genutzten Impfstoffs. Die Impfung muss nicht mehr zwangsläufig alle 5 Jahre erneuert werden.

Die jährliche Impfung gegen Grippe Influenza wurde im Impfschema integriert.

Bei schwangeren Frauen empfiehlt sich zwischen der 24. und 32. Schwangerschaftswoche eine Impfung gegen Diphtherie, Keuchhusten und Tetanus. Unabhängig von der Schwangerschaftswoche wird eine Impfung gegen Grippe/Influenza während der Grippeperiode empfohlen.

In Abwesenheit inhaltlicher Bemerkungen in den bisherigen Gutachten erfolgten für die zweite Lesung keine Änderungen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachigen Gemeinschaft.

TOP 15: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch Artikel 26 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens wird die rechtliche Grundlage geschaffen, bei der Dienststelle ein beratendes Fachgremium einzusetzen.

Das beratende Fachgremium ist unabhängig und pluridisziplinär besetzt und gemäß den in Artikel 29 des Dekrets beschriebenen Aufgaben beratend und gutachterlich tätig. Seine Arbeiten nimmt das Gremium unter Berücksichtigung des ganzheitlichen Ansatzes wahr.

Das beratende Fachgremium wurde durch den Erlass der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben eingesetzt.

Es stehen folgende Abänderungen an:

- Fachgebiet Beschäftigung: Herr Norbert Schommers wird in den Ruhestand gehen und wird durch Frau Cynthia Michels ersetzt.

- Fachgebiet Bildung: Herr Dirk Schleihs tritt von seinem Mandat zurück, erklärt sich aber bereit sporadisch auf Anfrage als Experte für das BFG tätig zu sein. Sein Mandat ist somit neu zu besetzen. Der Vorschlag der Verwaltung für die neue Besetzung ist: Frau Corina Senster
- Fachgebiet Wohnen: Frau Elisabeth Heck tritt von ihrem Mandat zurück, erklärt sich aber bereit sporadisch auf Anfrage als Expertin für das BFG tätig zu sein. Ihr Mandat ist somit neu zu besetzen. Daher wird dieses Mandat als „vakant“ bezeichnet, bis ein neuer Vertreter für dieses Fachgebiet gefunden wurde.
- Fachgebiet Bioethik: die Verwaltung schlägt für dieses Fachgebiet Frau Petra Plumacher, Leiterin des Palliativpflegeverbandes, vor.
- Fachgebiet Langzeitpflege: auch dieses Fachgebiet war nun schon länger vakant, da Frau Andrée Schröder Kirch ihr Mandat zum 3. Mai 2023 abgegeben hat. Der Vorschlag der Verwaltung ist, Frau Catherine Lejoly (bisher Vertreterin der DLK Senioren) in diesem Fachgebiet einzusetzen.

Die obenstehenden Vorschläge wurden zusammen mit der Vorsitzenden des BFG, Frau Josiane Fagnoul ausgearbeitet.

Die Liste der im Erlass der Regierung vom 21. Februar 2017 bestellten Mitglieder gestaltet sich demnach wie folgt:

1. als Mitglieder des Verwaltungsausschusses:
 - a) Frau Josiane Fagnoul;
 - b) Herr Renaud Rahier;
2. als Mitglieder der eingesetzten Dienstleisterkonferenzen:
 - a) Vertretung der Dienstleisterkonferenz Senioren: Frau Petra Johnen;
 - b) Vertretung der Dienstleisterkonferenz Kinder, Jugendliche und Erwachsene: Frau Monique Lambertz und Frau Marie-Christine Brüll;
3. als Fachperson aus dem Bereich der Beschäftigung: Frau Cynthia Michels;
4. als Fachperson aus dem Bereich der Bildung: Frau Corina Senster;
5. als Fachperson aus dem Bereich der Gesundheit: Herr Dr. Peter Heinen
6. als Fachperson aus dem Bereich des Wohnens: noch zu bestimmen;
7. als Fachperson aus dem Bereich der Langzeitpflege: Frau Catherine Lejoly-Pothen;
8. als Fachperson aus dem Bereich der Bioethik: Frau Petra Plumacher;

9. als Fachperson aus dem Bereich der Rehabilitation: Herr Dr. Markus Baschton;

10. als Fachperson aus dem Bereich der sozial-beruflichen Integration: Frau Angelika Jost.

In Bezug auf das Dekret vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011; sind im BFG auf Basis der besetzten Mandate somit 9 Frauen und 3 Männer vertreten, womit die Bedingung der ausgewogenen Vertretung erfüllt ist.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 17: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Ausführung des Dekrets vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit diesem Ausführungserlass werden die Ausführungsbestimmungen zum Dekret vom 22. Mai 2023 über die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung festgehalten. Sie betreffen folgende Kapitel des Dekrets:

- Kapitel 2: Die Eintragung als Arbeitsuchender in ein elektronisches Register;
- Kapitel 3: Die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung;
- Kapitel 4: Die Entwicklung der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung;
- Kapitel 6: Die Kontrolle der Suchbemühungen.

Die Ausführungsbestimmungen zum Kapitel 5, das die Vermittlung in ein Praktikum betrifft, wurden in einem separaten Erlass gefasst.

Kapitel 2: Die Eintragung als Arbeitsuchender in ein elektronisches Register

Die Eintragung ist der administrative Startpunkt für das gezielte Anbieten öffentlicher Dienstleistungen. Die Ausführungsbestimmungen präzisieren einige

Modalitäten zur Ein- und Austragung in das Register der Arbeitsuchenden. So wird zum Beispiel eine zusätzliche Möglichkeit der Austragung eines Arbeitsuchenden geregelt. Dies kann geschehen, wenn ein Arbeitsuchender drei Monate lang eingetragen war und anschließend nicht auf die Frage des Arbeitsamtes, ob er noch Arbeit sucht, antwortet. Diese Bestimmung dient der Datenpflege.

Eine weitere Bestimmung befasst sich mit den Mindestangaben, die erforderlich sind, um bestimmte Dienstleistungen in Anspruch zu nehmen. Teilt der Arbeitsuchende diese Daten nicht mit, oder sind sie nicht über andere Quellen bekannt, kann das Arbeitsamt die entsprechende Dienstleistung aussetzen.

Bei der Eintragung als Arbeitsuchender sind nur noch wenige Daten verpflichtend. Zur Erbringung von bestimmten Dienstleistungen sind jedoch häufig mehr Daten erforderlich. So können zum Beispiel angepasste Stellenangebote nur vermittelt werden, wenn die Angaben zur Qualifikation vorhanden sind. Fehlen die entsprechenden Angaben, kann das Arbeitsamt die Stellenvermittlung aussetzen. Die Eintragung als Arbeitsuchender ist dennoch gültig. Dies ist sinnvoll, wenn Angaben zeitverzögert eintreffen oder wenn der Arbeitsuchende nur Basis-Dienstleistungen benötigt.

Kapitel 3: Die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung

In diesem Kapitel des Dekrets wird eine Dienstleistung für Arbeitsuchende beschrieben, die den Namen „bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung“ trägt. An diese Dienstleistung sind erhöhte Ansprüche gebunden, zum Beispiel mit Blick auf die Qualität oder die Kontinuität der Begleitung, der Datenerfassung oder der Auswahl der Vermittlungsangebote.

In dem vorliegenden Ausführungserlass wird geregelt:

- wann die bedarfsgeleitete Arbeitsvermittlung den von Arbeitslosigkeit bedrohten Arbeitsuchenden angeboten wird;
- wie die Übernahme der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung in bestimmten Wechselsituationen zu regeln ist;
- was genau als Zugang zu Begleit- und Vermittlungsangebot gilt;
- was als Unterbrechung der Arbeitsuche gilt;
- welche zusätzlichen Modalitäten bezüglich der beruflichen Aktionsvereinbarung einzuhalten sind.

Zudem wird das Anerkennungsverfahren für Vermittlungsdienste präzisiert.

Kapitel 4: Die Entwicklung der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung

In diesem Kapitel des Dekrets werden Regeln zur Arbeitsmarktanalyse und statistischen Erfassung festgehalten. Zum einen wird die Bewertung der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung geregelt. Im vorliegenden Ausführungserlass wird nun präzisiert,

wann der Bewertungszeitraum mitgeteilt werden muss.

Zum anderen ist das Arbeitsamt per Dekret verpflichtet, mindestens alle 5 Jahre eine allgemeine Arbeitsmarktanalyse zu erstellen. In dem vorliegenden Ausführungserlass wird präzisiert, wer die Arbeitsmarktanalyse zur Begutachtung erhält.

Kapitel 6: Die Kontrolle der Suchbemühungen.

Dieses Kapitel des Dekrets regelt die Dokumentation und Bilanzierung der Suchbemühungen der Arbeitsuchenden. Zudem regelt es die Kontrolle der Arbeitsuchenden, die das Arbeitslosengeld oder die Berufseingliederungszulage beantragt haben oder erhalten. Die Grundlage der Kontrolle der Suchbemühungen ist im sogenannten föderalen normativen Rahmen verankert, der Teil des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit ist.

Der vorliegende Ausführungserlass hält fest, dass der Arbeits- bzw. Referenzberater die Suchbemühungen aller von ihm begleiteten Nutzer der bedarfsgeleiteten Arbeitsvermittlung in der elektronischen Begleitakte dokumentiert.

Die Bilanzierung betrifft jedoch nur die Arbeitsuchenden, die das Arbeitslosengeld oder die Berufseingliederungszulage beantragt haben oder erhalten. Wenn diese von einem anderen Vermittlungsdienst als dem Arbeitsamt begleitet werden, wird die Bilanzierung von dem Referenzberater des anderen Vermittlungsdienstes durchgeführt.

Die Bilanzierung kann periodisch oder anlassbezogen sein. Sie kann positiv oder reserviert ausfallen. Fällt sie reserviert aus, wird eine Akte beim Kontrolldienst eröffnet, der die Verfügbarkeit gemäß des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit prüft und ggf. eine Sanktion ausspricht. Zur Prüfung der Verfügbarkeit greift der Kontrolldienst auf die elektronische Akte des Arbeitsuchenden zurück. Die formale Kontrollakte wird somit nur bei jenen Arbeitsuchenden eröffnet, bei denen der Berater Versäumnisse dokumentiert und eine reservierte Bilanzierung ausspricht.

Die periodische Bilanzierung überblickt die Suchbemühungen in einem festgelegten Bewertungszeitraum. Sie findet mindestens jährlich statt. Eine Ausnahme gilt für bestimmte im Ausführungserlass festgehaltene Gruppen.

Wurde eine berufliche Aktionsvereinbarung abgeschlossen, dient die Umsetzung dieser Aktionsvereinbarung als Grundlage für die Auswertung der Suchbemühungen.

Die anlassbezogene Bilanzierung findet statt, wenn bestimmte im Dekret gelistete Ereignisse eintreten. Bei einem Ereignis kann der Berater bilanzieren, bei zwei Ereignissen muss er jedoch bilanzieren. Ziel ist eine reaktive Bilanzierung, die ggf. zur Eröffnung einer Kontrollakte führt.

Zusammen mit der Dokumentation der Ereignisse in der elektronischen Akte ist die Bilanzierung ein wichtiges Element, um die Verpflichtungen des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit durchzusetzen. Über das Instrument der Bilanzierung, die positiv oder reserviert ausfallen kann, bleibt jedoch ein Ermessensspielraum erhalten, um besonderen Umständen Rechnung tragen zu können.

Dank der vorangehenden Dokumentation und Bilanzierung ist die Eröffnung einer Kontrollakte aufgrund von Versäumnissen nun jedoch in einen formalen Prozess eingebettet. Ob die Eröffnung einer Kontrollakte erfolgt, und in welchen Fällen nicht, ist nun nachvollziehbar und somit rechtssicherer.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 18: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung und des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die selbstständigen Tagesmütter/-väter

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung und des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die selbstständigen Tagesmütter/-väter.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Platzvergabe in der Kinderbetreuung (Art. 1)

Es wird festgelegt, dass die Situation zum Zeitpunkt der Platzvergabe ausschlaggebend ist, nicht zum Zeitpunkt der Antragstellung, da das Onlineportal letzteres technisch nicht abbilden kann.

Es wird vorgesehen, dass die Dienste der Kinderbetreuung ein vom Minister zu genehmigendes Konzept erstellen, das den praktischen Ablauf der Platzvergabe regelt. Das Konzept regelt mindestens: 1. den Zeitpunkt der Platzvergabe; 2. die vom Antragsteller einzuhaltenen Fristen; 3. den Umgang mit gleichzeitigen Angeboten; 4. den Umgang mit einer Ablehnung des Angebotes; 5. die Absage eines bereits zugesagten Platzes. Dies gewährleistet einerseits eine einheitliche Vorgehensweise innerhalb des Dienstes und ermöglicht diesem andererseits nach außen hin eine transparente Kommunikation zu den Antragstellern.

Zusätzlich wird die Möglichkeit geschaffen, dass die Dienste in begründeten Ausnahmefällen von den in §1 festgelegten Priorisierungskriterien abweichen

können, unter der Bedingung, dass der Umgang mit diesen besonderen Situationen in dem o.g. Konzept festgehalten ist. Hierbei handelt es sich u.a. um Fälle, für die in strikter Anwendung der Priorisierungskriterien kein adäquates Betreuungsangebot gemacht werden kann, da mehrere Faktoren zusammentreffen (zB. Mehrlingsunterbringungen, Barrierefreiheit oder angemessene Vorkehrungen), die gleichzeitig aber im Rahmen eines allgemeinen Erlasses nur unzureichend spezifisch definiert werden können. Das durch den Dienstleister erstellte Konzept ist durch den Minister zu genehmigen, um eine Umgehung der Priorisierungskriterien zu verhindern.

Zuschuss bei Einstellung der Tätigkeit (Art.2)

Ein Dienst der Kinderbetreuung, der seine Tätigkeit einstellt, soll nur noch die Zuschüsse erhalten, die er benötigt, um seine offenen Forderungen bzw. Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit der betroffenen Tätigkeit in der Kinderbetreuung bedienen zu können.

Deshalb werden die ausstehenden Zuschüsse auf den Betrag reduziert, der zur Deckung der fehlenden finanziellen Mittel notwendig ist, um alle Forderungen bedienen zu können, die sich auf das Kalenderjahr beziehen, in dem die Tätigkeit eingestellt wurde.

Dazu reicht der Dienstleister eine Gesamtabrechnung der eingestellten Tätigkeit ein, die den entsprechenden Fehlbetrag ausweist.

Zahlungsmodalitäten die außerschulische Betreuung an Konferenz- und Ferientagen (Art. 3)

Die Vorgaben in Bezug auf den Zeitpunkt der Bezahlung der Elternbeteiligung für die außerschulische Betreuung (AUBE) an Konferenz- und Ferientagen werden gestrichen, da insbesondere die Vorauszahlung der Betreuung an Konferenztagen für das Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung (hiernach ZKB) zu unverhältnismäßigem administrativem Aufwand führt. Das ZKB kann den Zeitpunkt der Zahlung daraufhin selbst festlegen.

Berechnung des Defizits der Standorte der außerschulischen Betreuung. (Art. 4)

Da sich die Gemeinden im Jahr 2024 nicht mehr an dem AUBE-Defizit beteiligen sollen, weil sie sich bereits mit insgesamt 400.000 Euro an dem ZKB beteiligen, wurde durch den Erlass vom 14. Dezember 2023 vorgesehen, dass die Regierung 100 % des AUBE-Defizits des Betreuungsjahres 2023 übernimmt.

Jedoch ist es notwendig vorzusehen, dass der Minister festlegt, wie dieses Defizit konkret zu beziffern ist, da dies bisher undeutlich ist. Eine entsprechende Bestimmung wird in den diesbezüglichen Artikel 207.1 des Erlasses vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung, hiernach ER Dienste KB, eingefügt.

Zuschuss selbstständige Tagesmütter – Eltern mit geringem Einkommen (Art. 5)

Bei den selbstständigen Tagesmüttern wurde mit dem Erlass vom 14. Dezember 2023 ein Zuschuss eingeführt, wenn die Eltern der betreuten Kinder

über ein global steuerpflichtiges Einkommen unter einem gewissen Betrag verfügen. In der Note an die Regierung wurde erklärt, dass dieser Grenzbetrag 40.000 Euro ist. Jedoch wurde im Erlass ein zu niedriger Basisbetrag vorgesehen. Dies wird korrigiert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Artikel 1, 3 und 4 verursachen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Die Modalitäten der Bezuschussung bei Einstellung der Tätigkeit (Art.2) sorgen dafür, dass die zukünftigen Zuschüsse in diesen Situationen niedriger ausfallen werden. Die finanziellen Auswirkungen sind jedoch von Fall zu Fall unterschiedlich, aber in keinem Fall entstehen Mehrkosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft, im Vergleich zur regulären Bezuschussung.

Durch Artikel 5 entstehen keine Mehrkosten, da die entsprechenden Kosten bereits vor Korrektur dieses Fehlers, d.h. bei Verabschiedung des Erlasses vom 14. Dezember 2023, vorgesehen wurden.

TOP 20: Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Februar 2024 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur koordinierten Teilumsetzung der Verordnung (EU) 2022/2065 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG (Gesetz über digitale Dienste)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 13. Februar 2024 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur koordinierten Teilumsetzung der Verordnung (EU) 2022/2065 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG (Gesetz über digitale Dienste).

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen und das beschleunigte Behandlungsverfahren gemäß Artikel 64 Absatz 2 der Geschäftsordnung des Parlaments zu beantragen.

2. Erläuterungen:

Am 22. Oktober 2022 wurde die Verordnung (EU) 2022/2065 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG, kurz Digital Services Act (DSA), verabschiedet. Der DSA trat am 17. Februar 2024 in Kraft. Aufgrund dieser Frist wird das beschleunigte Behandlungsverfahren im Parlament beantragt.

Die Verordnung enthält Bestimmungen für Vermittlungsdienste, dabei wird zwischen drei verschiedene Arten unterschieden:

1. reine Durchleitung;
2. Caching;
3. Hosting:
 1. Online-Plattformen;
 2. Sehr große Online-Plattformen.

Bestimmungen, die alle Vermittlungsdienste einhalten müssen, sind beispielsweise das Benennen von Kontaktstellen oder das Verfassen von Berichten über durchgeführte Moderationen von Inhalten.

Hostingdienste sind darüber hinaus noch weiteren Regeln unterworfen, wie das Bereitstellen von Verfahren zur Meldung von rechtswidrigen Inhalten durch Nutzer oder das Melden von Straftaten an Strafverfolgungs- oder Justizbehörden.

Der DSA legt ein besonderes Augenmerk auf Online-Plattformen. Diese müssen sich unter anderem an Verbote von bestimmten Arten gezielter Werbung (z.B. Profiling bei Minderjährigen) halten und ihre Empfehlungssysteme in den Allgemeinen Geschäftsbedingungen verständlich erläutern.

Sehr große Online-Plattformen, d.h. Plattformen mit einer monatlichen Anzahl von 45 Millionen Nutzern, wie Facebook oder YouTube, müssen die strengsten Bestimmungen einhalten. Sie sind unter anderem dazu verpflichtet, eine Risikoanalyse durchzuführen und Risikominderungsmaßnahmen zu ergreifen.

Der DSA verpflichtet die Mitgliedstaaten außerdem sogenannte „zuständige Behörden“ zu benennen, die für die Beaufsichtigung der Anbieter von Vermittlungsdiensten und die Durchsetzung dieser Verordnung zuständig sind.

Da für die Vermittlungsdienste des DSAs gemäß den Staatsratsgutachten 73.934/3, 74.816/VR 4 und 74.823/4 zum Teil der Föderalstaat und zum anderen Teil die Gemeinschaften zuständig sind, wurden die Medienregulierungsbehörden und die Telekommunikationsregulierungsbehörde in Belgien als zuständige Behörden ernannt:

- Benennung des Belgischen Institut für Postdienste und Telekommunikation (BIPT) durch das Gesetz vom 17. Januar 2003 über den Status der Regulierungsbehörde für den belgischen Post- und Telekommunikationssektor, Artikel 14 §1;
- Benennung des Vlaams Regulator voor de Media (VRM) durch das Dekret der flämischen Gemeinschaft vom 27. März 2009 über Rundfunk und Fernsehen zur teilweisen Umsetzung des Gesetzes über digitale Dienste, Artikel 176/10;
- Benennung des Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) durch das Dekret der französischen Gemeinschaft vom 4. Februar 2021 über audiovisuelle Mediendienste und Videoplattformdienste, Artikel 9.1.1 – 3;

- Benennung des Medienrats durch das Dekret der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, Artikel 112 §3.

Darüber hinaus benennt jedes Mitgliedland eine der zuständigen Behörden als ihren Koordinator für digitale Dienste. Dieser stellt die Koordinierung in Sachen DSA auf nationaler Ebene sicher und trägt zu einer wirksamen und einheitlichen Überwachung und Durchsetzung der Verordnung in der gesamten Union bei. In Belgien haben der Föderalstaat und die Gemeinschaften gemeinsam beschlossen, das BIPT als Koordinator für digitale Dienste zu ernennen.

Da die zuständigen Behörden und der Koordinator für die Anwendung des DSAs eng zusammenarbeiten müssen und die Vermittlungsdienste in beide Zuständigkeitsbereiche fallen, liegt es auf der Hand, ein Zusammenarbeitsabkommen abzuschließen.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen regelt dementsprechend zwei Aspekte:

- Benennung des BIPT als Koordinator für digitale Dienste für Belgien;
- Modalitäten und Verfahren der koordinierten Zusammenarbeit zwischen dem Koordinator für digitale Dienste und den zuständigen Behörden.

Die jeweiligen Rechtsträger haben die Dekretvorentwürfe und den Gesetzesentwurf zur Billigung dieses Zusammenarbeitsabkommens am 12. Februar 2024 der Datenschutzbehörde zur gemeinsamen Begutachtung vorgelegt.

Anschließend wurde am 27. Februar 2024 ein gemeinsames Gutachten des Staatsrats angefragt.

Die Datenschutzbehörde hat ihr Gutachten zum Dekretvorentwurf am 12. April 2024 abgegeben. Die Datenschutzbehörde merkt u.a folgendes an:

- Die Zwecke der Verarbeitung personenbezogener Daten in Artikel 17§2 und Artikel 17§3 des Zusammenarbeitsabkommens sollten auch in den jeweiligen Dekreten und Gesetzen der zuständigen Behörden geregelt werden.
- Die Frage von einer gemeinsamen Verantwortung der Verarbeitung von personenbezogenen Daten im Sinne von Artikel 26 der Datenschutzgrundverordnung sollte weiter untersucht werden.
- Die Aufbewahrungsfrist der personenbezogenen Daten in Artikel 17 §5 des Zusammenarbeitsabkommens ist nicht präzise genug. Die Daten sollten bis zum endgültigen Abschluss des Verwaltungs- oder Gerichtsverfahrens, zu dem die Verarbeitung einer Akte Anlass gegeben hat, aufbewahrt werden.

Die meisten Bemerkungen der Datenschutzbehörde betreffen das in Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens eingerichtete Informationsaustauschsystem. Die konkreten Maßnahmen sind von IBPT im

Rahmen der Verwaltung des Informationsaustauschsystems festzulegen, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit den anderen zuständigen Behörden.

Der Staatsrat hat sein Gutachten Nr. 75.731/VR zum Dekretvorentwurf am 26. April 2024 abgegeben. Der Staatsratsrat merkt u.a. folgendes an:

- Die Überschrift des Zusammenarbeitsabkommens stimmt nicht mit dem Inhalt von Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens, welcher eine koordinierte Umsetzung bestimmter Aspekte der Verordnung regelt, überein.
- Artikel 175/2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft, auf dem in Artikel 1, Nummer 2, Buchstabe b) des Zusammenarbeitsabkommens verwiesen wird, existiert nicht.
- Das niederländische Wort "buitengerechtigkegeschillenbeslechtingorgaan" in Artikel 10 §1 des Zusammenarbeitsabkommens sollte angepasst werden, um die Lesbarkeit des Texts zu verbessern. Dieser Bemerkung wurde nicht Rechnung getragen, da der bestehende Begriff bereits so in der Verordnung benutzt wird.
- Eine maximale Aufbewahrungsfrist von 10 Jahren sollte in Artikel 17 §5 des Zusammenarbeitsabkommens hinzugefügt werden.
- Die Zwecke der Verarbeitung von personenbezogenen Daten sollten in Artikel 17, §4 Nummer 2 präzisiert werden.
- Das Inkrafttreten ist noch zu definieren.

Die Teilstaaten haben die Antwort auf die Bemerkungen beider Gutachten gemeinsam erarbeitet, so dass diese in den jeweiligen Teilstaaten gleich sind.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 21: Absichtserklärung zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Klinik St. Josef, Sankt Vith sowie der VIVIAS Interkommunale Eifel

Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt die Absichtserklärung zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Klinik St. Josef, Sankt Vith sowie der VIVIAS Interkommunale Eifel.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

220. Sitzung vom 18. April 2024 (Nachtrag)

TOP 21: Ankauf der Immobilien des Bischöflichen Instituts Büllingen, gelegen in Büllingen, Am Wittumhof 10, katastriert Gemarkung 1 Flur D Nummer 0090R2 P0000 mit einer Fläche von 2Ha 82 Ar unter Abzug einer Fläche von 1,50 m² im Untergrund, sowie Flur D Nummer 0090E2 P0000 mit einer Fläche von 15 Ar 52 Za.

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Ankauf der Immobilien des Bischöflichen Instituts Büllingen gelegen in Büllingen, Am Wittumhof 10, katastriert Gemarkung 1 Flur D Nummer 0090R2 P0000 mit einer Fläche von 2Ha 82 Ar unter Abzug einer Fläche von 1,50 m² im Untergrund, Flur D Nummer 0090E2 P0000 mit einer Fläche von 15 Ar 52 Za zu einem Preis von einem symbolischen Euro zuzüglich Verwaltungskosten.

Die Regierung ersucht Herrn Antoine Rijckaert, Notar, eine entsprechende notarielle Urkunde (Kaufvertrag, Auflösung und Abschluss eines Erbpachtvertrags im öffentlichen Nutzen) vorzubereiten und zu beurkunden.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, und Frau Lydia Klinkenberg, Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung, werden mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Freie Subventionierte Unterrichtswesen (FSU) steht vor enormen finanziellen Schwierigkeiten. Aus diesem Grund sah sich der Träger (VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft) gezwungen, geplante Infrastrukturprojekte vorerst auszusetzen.

Das Infrastrukturdekret sieht vor, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft die Infrastrukturprojekte des FSU zu 80% finanziert und der Träger einen Eigenanteil von 20% übernimmt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist bereit, die Schulbauten des FSU, sofern der entsprechende Eigentümer dies wünscht, inkl. Belastungen und Krediten zu übernehmen und somit die Schulinfrastrukturen des Gemeinschaftsunterrichtswesens (GUW) und des FSU gleich zu behandeln.

Die Kosten der notariellen Beurkundung wird die Deutschsprachige Gemeinschaft tragen.

Mit der Übernahme der Immobilien übernimmt die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls die damit verbundenen Kreditverbindlichkeiten und tilgt diese integral im Namen und für die Rechnung des Verkäufers am Tag der Beurkundung.

Unmittelbar nach der Übernahme der Immobilien wird zunächst der mit der VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 16. Oktober 1995 abgeschlossene Erbpachtvertrag für diese Immobilien in gegenseitigem Einverständnis ohne Zahlung jeglicher Entschädigung aufgelöst. Sofort danach wird die Deutschsprachige Gemeinschaft die Immobilien der VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft für 99 Jahre in Erbpacht übertragen im Rahmen eines neuen Erbpachtvertrags. Die Kosten der erforderlichen notariellen Beurkundungen wird die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls tragen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Kaufpreis: 1 EUR (symbolisch)

Kredittilgung: 25.582,31 EUR

Beurkundungskosten: 3.546,16 EUR

*Zu zahlender Gesamtbetrag laut Kostenaufstellung
Notar: 29.129,47 EUR*

*Der Gesamtbetrag geht zu Lasten der Zuweisung
72.10 im Programm 07 des Organisationsbereichs
70.*

TOP 22: Ankauf der Immobilien der Maria-Goretti-Schule, gelegen in Sankt Vith, Prümer Straße 6 und 6+, katastriert unter Flur D Nummer 0112E P0000 mit einer Fläche von 789 m², Nummer 0116P P0000 mit einer Fläche von 417 m², Nummer 0116V P0000 mit einer Fläche von 4841 m², Nummer 0119B P0000 mit einer Fläche von 213 m², Nummer 0115A P0000 mit einer Fläche von 5298 m² und Nummer 0116T P0000 (vormals Teile der 116D und 116S) mit einer Fläche von 1605 m²

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Ankauf der Immobilien der Maria-Goretti-Schule, gelegen in Sankt Vith, Prümer Straße 6 und 6+, katastriert unter Flur D Nummer 0112E P0000 mit einer Fläche von 789 m², Nummer 0116P P0000 mit einer Fläche von 417 m², Nummer 0116V P0000 mit einer Fläche von 4841 m², Nummer 0119B P0000 mit einer Fläche von 213 m² und Nummer 0115A P0000 mit einer Fläche von 5298 m² und Nummer 0116T P0000 (vormals Teile der 116D und 116S) mit einer Fläche von 1605 m² zu einem Preis von einem symbolischen Euro zuzüglich Verwaltungskosten.

Die Regierung ersucht Herrn Antoine Rijckaert, Notar, eine entsprechende notarielle Urkunde (Kaufvertrag, Auflösung und Abschluss eines Erbpachtvertrags im öffentlichen Nutzen) vorzubereiten und zu beurkunden.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, und Frau Lydia Klinkenberg, Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung, werden mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Freie Subventionierte Unterrichtswesen (FSU) steht vor enormen finanziellen Schwierigkeiten. Aus diesem Grund sah sich der Träger (VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft) gezwungen, geplante Infrastrukturprojekte vorerst auszusetzen.

Das Infrastrukturdekret sieht vor, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft die Infrastrukturprojekte des FSU zu 80% finanziert und der Träger einen Eigenanteil von 20% übernimmt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist bereit, die Schulbauten des FSU, sofern der entsprechende Eigentümer dies wünscht, inkl. Belastungen und Krediten zu übernehmen und somit die Schulinfrastrukturen des Gemeinschaftsunterrichtswesens (GUW) und des FSU gleich zu behandeln.

Die Kosten der notariellen Beurkundung wird die Deutschsprachige Gemeinschaft tragen.

Mit der Übernahme der Immobilien übernimmt die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls die damit verbunden Kreditverbindlichkeiten und tilgt diese integral im Namen und für die Rechnung des Verkäufers VoG Dekanatsinstitut St. Maria Goretti einerseits und des Kreditnehmers VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft am Tag der Beurkundung.

Unmittelbar nach der Übernahme der Immobilien wird zunächst der mit der VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 13. November 2020, 17. Januar 1977, 16. Oktober 1995 und am 20. August 2021 abgeschlossenen Erbpachtverträge für diese Immobilien in gegenseitigem Einverständnis aufgelöst. Sofort danach wird die Deutschsprachige Gemeinschaft die Immobilien der VoG Bischöfliche Schulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft für 99 Jahre in Erbpacht übertragen im Rahmen eines neuen Erbpachtvertrags. Die Kosten der erforderlichen notariellen Beurkundungen wird die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls tragen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Kaufpreis: 1 EUR (symbolisch)

Kredit

*Dekanatsinstitut St. Maria Goretti St. Vith VoG
112.875,09 EUR*

Kredit BSDG VoG

544.425,94 EUR

Beurkundungskosten: 8.760,91 EUR

*Zu zahlender Gesamtbetrag laut Kostenaufstellung
Notar: 666.062,94 EUR*

*Der Gesamtbetrag geht zu Lasten der Zuweisung
72.10 im Programm 07 des Organisationsbereichs
70.*



Mitteilung vom 08.05.2024

Lancement du portefeuille digital belge : l'application MyGov.be

Le mardi 14 mai 2024, la version 1.0 de l'application MyGov.be sera officiellement mise en ligne et tous les citoyens belges pourront la télécharger et l'utiliser gratuitement.

MyGov.be, c'est quoi ?

Le portefeuille d'identité digital belge, nommé MyGov.be, est une application qui permet aux citoyens d'avoir à leur disposition un véritable portefeuille électronique dans lequel ils retrouveront, en ligne, tous les documents de l'administration.

Mitteilung vom 07.05.2024

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 07 mai 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 2.030 milliards.

ISIN Code : BE0312800726 - 08/05/2025
Montant accepté (EUR milliards) : 2.030
Rend. moyen pondéré : 3.426%
Bid-to-cover ratio : 1.47

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Trafic aérien et santé publique : un équilibre inégal

La pollution sonore due aux avions peut entraîner des troubles du sommeil, des difficultés d'apprentissage, de l'hypertension et de la dépression. Les émissions dues au trafic aérien ont globalement des effets négatifs sur la santé. Dans la région de l'aéroport de Bruxelles, quelque 160 000 personnes sont exposées à un risque accru du fait de leur exposition à un niveau de bruit excessif. Le Conseil Supérieur de la Santé préconise donc une interdiction des vols de nuit entre 23h et 7h.

L'administration fédérale emploie davantage de personnes en situation de handicap

En 2023, le taux d'emploi des personnes en situation de handicap au sein de l'administration fédérale atteignait 1,40 %, ce qui représente une augmentation significative par rapport à l'année précédente où le taux était d'1,09 %. Ce chiffre se rapproche ainsi légèrement du quota de 3 %, après plusieurs années de baisse. En outre, plusieurs développements encourageants devraient jeter les bases d'une nouvelle hausse.

Mitteilung vom 03.05.2024

Conseil des ministres du 3 mai 2024

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 3 mai 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Modifications concernant les règles de paiement des marchés publics

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal apportant des modifications aux règles de paiement des marchés publics.

Renouvellement du mandat de l'administratrice générale adjointe auprès de l'ONSS

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant renouvellement du mandat de la titulaire de la fonction de management d'administrateur général adjoint auprès de l'Office national de sécurité sociale (ONSS).

Détachement de membres du personnel de l'AFMPS auprès de la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté ministériel réglant le détachement de membres du personnel de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) auprès de la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.

Fonction publique : instauration du régime de travail à trois cinquièmes des prestations complètes

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Petra De Sutter, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à prévoir de prévoir également le pourcentage de travail de trois cinquièmes des prestations complètes pour les membres du personnel des administrations de l'État.

Extension des compétences de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt et de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise à étendre une compétence de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) dans le cadre de la demande de

reconnaissance des communautés culturelles locales des cultes reconnus et des organisations philosophiques non confessionnelles reconnues.

Statut des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux auprès des prisons

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise à modifier le statut des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux auprès des prisons.

Masterplan prisons : procédure modification donneur d'ordre aux contrats DBFM

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt et du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a pris acte de la liste des modifications donneur d'ordre (MDO) apportées aux contrats DBFM des actuelles prisons DBFM.

Renouvellement du mandat de l'administrateur du Conseil d'Etat

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à renouveler le mandat de l'administrateur du Conseil d'Etat.

Navigabilité militaire

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludvine Dedonder, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel concernant la navigabilité militaire.

Régie des bâtiments : octroi de baux emphytéotiques

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a approuvé trois projets d'arrêté royal concernant la mise en emphytéose de trois sites touristiques.

Régie des bâtiments : prolongation du contrat de bail d'un bâtiment pour le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un avenant pour la prolongation du contrat de bail d'un bâtiment pour le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles.

Reprise du centre ouvert Dublin par l'Office des étrangers

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal dans le cadre de la reprise par l'Office des étrangers du centre ouvert Dublin à Zaventem, actuellement géré par Fedasil.

Conseil du contentieux des étrangers : maintien en activité d'un greffier au-delà de l'âge de la pension

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal autorisant le Conseil du contentieux des étrangers à maintenir en fonction un greffier ayant atteint l'âge de la pension.

Recours à des interprètes et des traducteurs par les autorités chargées du séjour ou de la protection internationale – Deuxième lecture

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture deux avant-projets de loi prévoyant un cadre légal pour les traducteurs et les interprètes utilisés par les autorités chargées du séjour ou de la protection internationale.

Indemnité de fermeture et de transition pour les travailleurs d'entreprises n'ayant pas une finalité industrielle ou commerciale

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal permettant aux travailleurs d'entreprises n'ayant pas une finalité industrielle ou commerciale de bénéficier de l'indemnité de fermeture ou de transition.

Introduction d'une demande d'allocation d'interruption par voie électronique

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 1er juillet 2012 concernant l'introduction d'une demande d'allocation d'interruption par voie électronique et concernant la compétence en matière de prise de décisions.

Procédure de modification de la demande de reconnaissance en tant qu'entreprise en difficulté ou en restructuration en vue de l'introduction des emplois de fin de carrière

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal adaptant, à la demande des partenaires sociaux, les conditions de reconnaissance pour la demande de reconnaissance en tant qu'entreprise en difficulté ou en restructuration en vue de l'introduction des emplois de fin de carrière.

Fixation des informations requises dans le cadre du droit de résiliation du preneur d'assurance

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui prévoit, en cas de résiliation d'un contrat d'assurance, les informations que le preneur d'assurance doit fournir au

nouvel assureur ou à un intermédiaire d'assurances.

Ajustement des listes de pratiques commerciales déloyales entre les entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal complétant les listes de pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire.

Grippe aviaire : moyens de la réserve de crise de l'AFSCA pour 2024

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres autorise l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire à continuer de puiser dans sa réserve de crise dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire en 2024.

Feuille de route commune de skeyes et la Défense dans le cadre des énergies renouvelables

Sur proposition du ministre de la Mobilité Georges Gilkinet et de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a pris acte de la feuille de route commune de skeyes et la Défense visant à réduire au maximum les obstacles au déploiement des énergies renouvelables.

Augmentation de l'indemnité de mobilité

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne et du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant le plafond de l'indemnité de mobilité.

Amélioration de l'accès aux soins somatiques

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal destiné à améliorer sur le court terme l'accès aux soins somatiques pour les patients psychiatriques.

Octroi d'une intervention financière aux praticiens de l'art infirmier conventionnés

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal accordant une intervention financière aux praticiens de l'art infirmier conventionnés et en fixant les conditions et les modalités.

Cadre d'application des prestations médicales remboursables à distance

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal créant un cadre

d'application général pour les prestations médicales remboursables prodiguées à distance à l'aide de technologies informatiques et de communication.

Répartition des moyens pour renforcer la lutte contre la drogue

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a pris connaissance d'une proposition de répartition des moyens pour des projets de la Commission nationale des drogues (CNCD), afin de renforcer la lutte contre la drogue.

Désignation de l'Autorité nationale de sécurité en tant qu'autorité belge responsable pour le service public réglementé

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à un service public réglementé.

Répartition des affaires du tribunal de première instance de Namur

Sur proposition du ministre de la Justice Paul van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Namur.

Critères d'évaluation pour les demandes de financement de la politique climatique fédérale

Sur proposition de la ministre du Climat Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les critères de recevabilité et d'évaluation des demandes de financement que les départements fédéraux et les institutions publiques fédérales peuvent soumettre pour pouvoir bénéficier d'une partie de la part fédérale des recettes provenant de la mise aux enchères des quotas d'émission.

Limitation de l'utilisation de produits en plastique à usage unique - Deuxième lecture

Sur proposition de la ministre de l'Environnement Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté royal limitant la mise sur le marché de certains produits polluants à usage unique et augmentant la teneur en contenu recyclé de certains produits.

Dispositions en matière de sacs en plastique à usage unique et d'étiquettes sur les bouteilles réutilisables

Sur proposition de la ministre de l'Environnement Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la réduction des sacs en plastique à usage unique et à l'utilisation d'étiquettes facilement amovibles sur les bouteilles consignées.

Transposition de la directive européenne en matière de résilience des entités critiques

L'avant-projet concerne la transposition dans le droit belge de la directive européenne 2022/2557 (UE), ladite directive CER, qui vise à accroître la résilience des entités critiques fournissant des services essentiels aux fonctions vitales de la société. La présente loi remplacera la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques.

Modifications relatives à la délimitation territoriale des zones de secours

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant la répartition des communes en zones de secours.

Rapport de fin de législature relatif à la mise en œuvre du gender mainstreaming au niveau fédéral

Sur proposition de la secrétaire d'État à l'Égalité des genres Marie-Colline Leroy, le Conseil des ministres a pris acte du rapport de fin de législature relatif à la mise en œuvre du gender mainstreaming au niveau fédéral.

La Belgique participe à un fonds de solidarité pour l'Ukraine et la Moldavie en matière aérienne

Sur proposition du ministre de la Mobilité Georges Gilkinet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant approbation d'une modification du contrat de gestion entre l'État et skeyes, de façon à permettre le soutien au contrôle aérien ukrainien.

Ukraine : soutien au secteur privé via le Groupe banque mondiale

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord sur une contribution à l'Economic Resilience Action Program de l'International Finance Corporation (IFC), en soutien à l'Ukraine.

Modification des modalités de paiement de l'IDA20

Sur proposition de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la modification des délais de paiement de la vingtième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de développement (IDA20).

Financement de la phase préparatoire du projet télescope Einstein

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Politique scientifique Thomas Dermine, le Conseil

des ministres a marqué son accord sur la contribution fédérale au financement de la phase préparatoire pour le projet de télescope Einstein.

Division en parcelles de la Zone Princesse Elisabeth

Sur proposition du ministre de la Mer du Nord Paul Van Tigchelt et de la ministre de l'Énergie Tinne van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé en première lecture un projet d'arrêté ministériel déterminant la localisation, la dimension et le nombre de parcelles faisant l'objet d'une concession domaniale, conformément à la loi Electricité.

Mandat d'un membre du Service de Médiation pour l'Énergie

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant le renouvellement du mandat d'un membre du Service de Médiation pour l'Énergie.

Coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2022 fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité.

Désignation du directeur général de Fedasil

Sur proposition de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant désignation du directeur général de l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil).

Prolongation de l'intervention financière pour les sages-femmes conventionnées

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prolongeant l'intervention financière accordée aux sages-femmes conventionnées.

Cour internationale de Justice : demande d'avis concernant la convention sur les syndicats

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne et de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la participation de la Belgique à la procédure consultative devant la Cour internationale de Justice initiée par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) portant sur le droit de grève, concernant la convention 87 de l'OIT.

Service citoyen : indemnité pour les citoyens en service

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal réglant l'indemnité prévue pour les citoyens qui participent au service citoyen.

Rapport final du Plan d'action fédéral handicap 2021-2024

Sur proposition de la ministre chargée des Personnes handicapées Karine Lalieux, le Conseil des ministres a pris acte du rapport final de la mise en œuvre du Plan d'action fédéral handicap 2021-2024.

Approbation des contrats d'administrations des institutions publiques de sécurité sociale 2022-2025

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé onze projets d'arrêté royal représentant la sixième génération de contrats d'administrations des 10 institutions publiques de sécurité sociale et du quatrième contrat d'administration de la plateforme e-Health.

Résultats de l'adjudication ORI Facility du 03 mai 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 0.507 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 2.25% 22/06/2057 (OLO 83)
ISIN Code : BE0000343526 - 22/06/2057
Montant accepté (EUR milliards) : 0.157
Rend. moyen pondéré: 3.430%
Bid-to-cover ratio : 2.18

OLO 0.65% 22/06/2071 (OLO 93)
ISIN Code : BE0000353624 - 22/06/2071
Montant accepté (EUR milliards) : 0.350
Rend. moyen pondéré: 2.953%
Bid-to-cover ratio : 1.61

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/ORI ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Optional Reverse Inquiry - Results.

Mitteilung vom 02.05.2024

Europäische Kindergarantie: Wie sieht die Bilanz nach drei Jahren aus?

Die Konferenz „Europäische Kindergarantie: Von Zusagen zur Realität“, die von der Ministerin für Sozialeingliederung und Armutsbekämpfung einberufen wurde, fand am 2. und 3. Mai 2024 im Egmont-Palast in Brüssel statt. An dieser Veranstaltung nahm auch Ihre Majestät die Königin teil, was das königliche Engagement für den Kampf gegen Kinderarmut unterstreicht.

OLO Optional Reverse Inquiry (ORI) facilité du 03 mai 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjudgées le vendredi 03 mai 2024 pour un montant maximum de EUR 500 millions :

1.
Dénomination : OLO 2.25% 22/06/2057
Code ISIN : BE0000343526
Numéro OLO : OLO 83
Encours : EUR 7 351 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 0.65% 22/06/2071
Code ISIN : BE0000353624
Numéro OLO : OLO 93
Encours : EUR 6 669 000 000.00

La date de paiement est fixée au 07 mai 2024.

Mettre fin à la pollution plastique : Ottawa prépare le terrain pour le dernier cycle de négociations

La quatrième session des travaux du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique (CIN-4) s'est tenue du 23 au 29 avril à Ottawa, Canada. Organisé sous l'égide des Nations Unies, l'objectif du Comité est de conclure un traité international contraignant sur la pollution plastique d'ici la fin de l'année. La présidence belge et l'Union européenne ont soutenu une position ambitieuse couvrant tout le cycle de vie du plastique et limitant l'utilisation de substances chimiques préoccupantes.

Garantie européenne pour l'enfance : quel bilan, trois ans après son adoption ?

La conférence intitulée « Garantie européenne pour l'enfance : des engagements à la réalité », initiée par la Ministre de l'Intégration sociale et la Lutte contre la pauvreté, se tient ces 2 et 3 mai 2024 au Palais d'Egmont, à Bruxelles. L'événement a été marqué par la présence de S.M. la Reine, témoignant de l'engagement royal envers la lutte contre la pauvreté infantile.



Vlaamse Regering

Ministerraad van 03 mei 2024

- Landenstrategienota Ontwikkelingssamenwerking Marokko - Vlaanderen voor de periode 2024-2028
- Subsidie project 'Agricultural Commercialization for Inclusive Growth in Malawi'

- Ministerie van Gezondheid van Mozambique (MISAU): subsidie project Prosaúde
- Opstart raamovereenkomst voor ICT-werkplek-apparatuur Vlaamse overheid en lokale overheden
- Antwerp/Flanders Port Training Center (APEC): subsidie beurzen
- Verdrag Internationale Arbeidsconferentie over vastlegging minimumlonen ontwikkelingslanden: ontwerp van instemmingsdecreet
- Geactualiseerde meerjarenplan 2018-2024 met verdeling overgedragen provinciale investeringsmiddelen
- Aanpassing organisatiebesluit Departement Cultuur, Jeugd en Media (CJM)
- Wijziging sectorale investeringssubsidies cultuur- en jeuginfrastructuur
- Subsidiëring OverKopnetwerken voor de organisatie van OverKophuizen: wijzigingsbesluit
- Vertrouwenscentra kindermishandeling: wijzigingsbesluit
- Indeling zorgregio's: aanpassing naar aanleiding fusie gemeenten
- Uitvoeringsbesluit bij decreet over de kwaliteit van zorg in het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin: organisatie belanghebbendenoverleg
- Werking gezinshuizen: aanpassing regelgeving multifunctionele centra
- Kinderopvang: wijziging diverse besluiten beleidsveld Opgroeien
- Indexatie dagprijzen bejaardenopvang: wijzigingsbesluit
- Subsidiëring kinderbegeleiders gezinsopvang in een werknemersstatuut: wijzigingsbesluit
- Opbouw minimale bezettingsgraad centra voor dagverzorging: wijzigingsbesluit
- Niet-dringend liggend ziekenvervoer: tijdelijke uitzondering uiterlijke kenmerken ziekenwagens
- Financiering zorginrichtingen: toepassing eCal-cura
- Uitvoering VIA-5 en VIA-6: financiering functieclassificatie rechtenjaren 2024-2025 bepaalde gezondheidsinrichtingen
- Afsprakenkader en ondersteuningsplan jongeren die in het kader van de jeugdhulpverlening in een onderwijsinternaat verblijven
- Subquota voor arts-specialisten en tandarts-specialisten voor het jaar 2027
- Samenwerkingsakkoord begeleiding en behandeling daders seksueel misbruik
- Voorontwerp van wijzigingsdecreet over verschijningsplicht ouders in kader van jeugd delinquentierecht
- Verzamelbesluit wijziging sectorale landbouw- en zeevisserijregelgeving
- Statuut (adjunct van) gouverneur en (adjunct) arrondissementscommisaris: wijzigingsbesluit pensioenleeftijd
- Decreet preventie gewelddadige radicalisering, extremisme, terrorisme en schadelijke polarisatie: uitvoeringsbesluit
- Wijziging reglement publieke pensioenstelsel
- Erkenningvoorwaarden opleidingscentra voor interventiehonden
- Subsidiëring personeelsleden gewezen DAC-statuut in de gesubsidieerde vrije internaten: wijzigingsbesluit
- Herverdeling provisionele krediet Agentschap voor Onderwijsdiensten (AGODI)
- Beoordelingskader HBO5 basisverpleegkunde
- Themazetting voor projecten van het onderwijskundig beleids- en praktijkgericht wetenschappelijk onderzoek (OBPWO) in 2024
- Basketbal Vlaanderen vzw: subsidie realisatie basketbalpleinen 'Cats Courts'
- Provincie Vlaams-Brabant: subsidie renovatie atletiekpiste Huizingen
- Samenwerkingsakkoord Vlaamse en Duitstalige Gemeenschap toelatingsexamen voor arts en tandarts: voorontwerp instemmingsdecreet
- Subsidiereglement energiebesparende maatregelen zwembaden
- TAJO vzw: subsidie project Talentateliers voor jongeren
- Aanstelling inspecteur-generaal bij de Onderwijsinspectie
- Overdracht contractuele personeelsleden van de VDAB aan het Departement onderwijs en vorming in kader werking EPOS vzw
- VLAREM III: omzetting BBT-conclusies textielindustrie
- Verzamelbesluit energie X (VZB X): wijziging regelgeving over energie, emissiehandel (ETS) en de gebouwenpas
- Verlenging beslissingstermijn definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Defensie'
- Invoeren modulaire omgevingsvergunningsprocedure en omgevingsbesluit: wijzigingsdecreet
- Subsidiëring en toewijzing van geconventioneerde huurwoningen: wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021
- Voorrangregel lokale binding geconventioneerde huurwoningen: wijziging Besluit Vlaamse Codex Wonen 2021
- Kredietherschikking REPowerEU-provisie
- Verkoopprocedure in beslag genomen voertuigen VLABEL

- Uitvoeringsbesluit oprichtingsdecreet Eigen Vermogen Xperta
- Vastlegging must-carry netwerken televisieprogramma's
- vzw Zonder Handen: investeringssubsidie circuschool
- Samenwerkingsakkoord Digital Services Act (DSA): ontwerp van instemmingsdecreet
- Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten (KVAB): benoeming leden
- Goedkeuring addendum aan Brownfieldconvenant 46. Craeyenhof – Zwijndrecht (Burcht)
- Beëindiging van Brownfieldconvenant 2. Vilvoorde – De Molens: doelstellingen behaald
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 255. Gent – Afrikalaan-Triferto in het kader van de 12de oproep
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 221. Gent - Afrikalaan in het kader van de 10de oproep
- Steun aan investeringsprojecten REPowerEU-walstroem
- Wijziging uitvoeringsbesluit decreet Jobbonus plus voor startende zelfstandigen: aanpassing premiebedragen
- Bevordering interregionale mobiliteit werkoekenden: ontwerp instemmingsdecreet samenwerkingsakkoord
- Uitzondering op de personeelsbesparing Departement Werk en Sociale economie (WSE) voor de werkzaamheden met betrekking tot de jobbonus
- Toekenning subsidies VIA-4 vormingsfondsen beschutte en sociale werkplaatsen en lokale diensteneconomie-ondernemingen
- Wijziging waarborgregeling kleine, middelgrote en grote ondernemingen
- Administratieve optimalisaties Vlaams opleidingsverlof (VOV)
- Machtiging lokale overheden om preventieve maatregelen te nemen tegen uitbraak bacterievuur bij fruit- en bomenkweek
- Raad van bestuur Flanders Make vzw: voordracht bestuurders
- Bekrachtiging en afkondiging decreet vervanging bijlagen onderwijs
- Vlaams integratie- en inburgeringsbeleid: bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet
- Regiovorming: bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet
- Bekrachtiging en afkondiging geactualiseerd decreet over de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet Vlaamse sociale bescherming en Woonzorgdecreet: BelRAI en verwerking persoonsgegevens
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet gewijzigd samenwerkingsakkoord verplicht inburgeringstraject nieuwkomers Brussel-Hoofdstad
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet verlof uitoefening politiek mandaat
- Bekrachtiging en afkondiging decreet grenscorrectie Haacht - Rotselaar
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet Vlaams Pensioenfonds
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet vrijwillige samenvoeging gemeenten: behoud rechtspersoonlijkheid

Mededelingen

- Vervanging van een effectief lid in het Voorzitterscollege van de Vlaamse overheid
- Deelname van Vlaams minister-president Jan Jambon aan de industriemissie te Frankrijk (22-25 april 2024): verslag
- Conceptnota: "Naar een toekomst gericht mediabeleid"
- Schriftelijke vraag van 25 april 2024 van Jos D-Haese, gesteld aan alle Vlaamse ministers, betreffende "Ministers – Vergoeding voor huisvesting"
- Benoeming van een raadgever met de functie van adjunct-kabinetschef
- Ondersteuning van mensen met jongdementie



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 02.05.2024

Plan de relance - Le Gouvernement de Wallonie approuve une sélection de projets soutenant la décarbonation des entreprises

Sous l'impulsion des Ministres de l'Économie, Willy BORSUS, et de l'Énergie, Philippe HENRY, le Gouvernement de Wallonie approuve les résultats de l'appel à projets « Renforcement des investissements économiseurs d'énergie dans l'industrie et dans les chaînes de valeur liées à la transition » lancé dans le cadre de la mesure RePowerEU.

Décrochages d'onduleurs : conditions d'indemnités en 2e lecture au GW

En février dernier, le Gouvernement de Wallonie approuvait en 1ère lecture un projet d'arrêté visant l'instauration d'une indemnité forfaitaire versée par les gestionnaires de réseaux de distribution aux prosumers (propriétaires de panneaux photovoltaïques) touchés par des décrochages de leur installation causés par un problème de réseau. Après consultations de diverses parties prenantes, les modalités et conditions pour toucher l'indemnité ont été précisées et le texte vient d'être adopté en 2e lecture. Une 3e lecture au Gouvernement, après avis du Conseil d'Etat, sera encore nécessaire pour finaliser ce dossier.

Plan de relance - La Wallonie sélectionne 14 nouveaux projets (4,2 Meur) pour la rénovation énergétique innovante de logements

Les émissions de gaz à effet de serre issus des bâtiments représentent un quart de nos émissions. C'est pourquoi il est essentiel d'accompagner leur meilleure isolation.

7,6 millions € pour le Fonds Energie pour améliorer l'accompagnement en matière d'énergie

Le Gouvernement wallon a approuvé le projet de Programme d'actions 2024 relatif au Fonds Énergie. Ce Fonds est destiné à financer des actions de soutien aux politiques énergétiques menées en Wallonie, tant en matière de guidance et d'information que dans l'accompagnement aux développements des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Plan de relance - 45 millions € pour le développement urbain - Sélection de 27 projets

Le Gouvernement wallon approuve, sur proposition du ministre des Pouvoirs locaux, Christophe Collignon, une deuxième phase de sélection pour un montant total de près de 45 millions d'euros !

Au total ce sont 27 projets de développement urbain répartis sur l'ensemble du territoire wallon qui vont ainsi être soutenus par le Gouvernement, en application de la nouvelle réglementation entrée en vigueur en septembre de l'année dernière.

Sur base d'une enveloppe budgétaire complémentaire, une troisième phase de sélection devrait être approuvée par le Gouvernement avant la fin de cette législature.

Davantage de projets pour améliorer la qualité de vie dans les communes rurales

Sur proposition de la Ministre de la Ruralité Céline Tellier, le Gouvernement de Wallonie a validé l'octroi de subventions à vingt-trois communes wallonnes pour leur permettre de démarrer de nouveaux projets dans le cadre de leur Programme

communal de développement rural (PCDR), pour un montant total de 1.094.391,20 euros. Un coup de pouce permettant de développer le potentiel et les atouts des territoires ruraux, au bénéfice de la qualité de vie des habitantes et des habitants.

Konzertierungsausschuss

30.04.2024

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Plan national de la réforme 2024 (PNR 2024).
 2010C80500.003

Le Plan national de la réforme 2024 est approuvé.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Programme de stabilité 2024-2027.
 2024C80420.001

Les propositions, contenues au point 3 de la note du 29 avril 2024, sont approuvées.

Belgisches Staatsblatt



N. 96 vom 06. Mai 2024 (s. Anlage)

Öffentlicher Dienst der Wallonie
19. APRIL 2024 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Verteilung der Provinzräte auf die Wahlbezirke gemäß den am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen**, S. [49896](#).

N. 97 vom 07. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
25. MÄRZ 2024 — **Dekret bezüglich der Auswirkungen der Neubesetzung des Parlaments auf die hinterlegten Dekretvorschläge und Dekretentwürfe**, S. [51627](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
15. JUNI 2023 — **Erlass der Regierung über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder**, S. [51629](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
28. SEPTEMBER 2023 — **Erlass der Regierung zur Festlegung des Programms der pädagogischen Fortbildung (BAP/2023)**, S. [51635](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 95 vom 03. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
5. DEZEMBER 2023 — **Königlicher Erlass zur Festlegung der Beträge der Gebühren, die in Ausführung von Artikel 22octies des Gesetzes vom 11. Dezember 1998 über die Einstufung, die Sicherheitsermächtigungen, Sicherheitsbescheinigungen und Sicherheitsgutachten und den öffentlichen regulierten Dienst zu entrichten sind** — Deutsche Übersetzung, S. [49180](#).

N. 96 vom 06. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. FEBRUAR 2016 — **Gesetz zur Zustimmung zum Protokoll von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile zum Überkommen über die biologische Vielfalt und**

zur Anlage, abgeschlossen in Nagoya am 29. Oktober 2010 — Deutsche Übersetzung, S. [49563](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Beschäftigung, Arbeit und soziale Konzertierung
28. APRIL 2017 — **Gesetzbuch über das Wohlbefinden bei der Arbeit, Buch IV** — Deutsche Übersetzung, S. [49589](#).

N. 97 vom 07. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
10. APRIL 2022 — **Königlicher Erlass zur Abänderung der Königlichen Erlasse Nr. 4 und 31 über die Mehrwertsteuer** — Deutsche Übersetzung, S. [51586](#).

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/004329]

19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Verteilung der Provinzräte auf die Wahlbezirke gemäß den am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, insbesondere Artikel L2212-6, in der durch das Dekret vom 1. Juni 2023 geänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024, der für jede Provinz und jede Gemeinde die Bevölkerungszahlen zum 1. Januar 2024 festlegt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Verteilung der Provinzialräte auf die Wahlbezirke gemäß den am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen.

In der Erwägung, dass die Provinz Namur nun mehr als 500.000 Einwohner hat und der Provinzialrat gemäß Artikel L2212-5, Unterabsatz 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung nun aus 43 Mitgliedern bestehen muss;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Verteilung der Provinzialräte auf die Wahlbezirke gemäß den am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen wird der Anhang durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt bei der nächsten vollständigen Neubesetzung der Provinzialräte in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

ANHANG

Wahlbezirke

Namen der Räte

PROVINZ LÜTTICH

Verwaltungsbezirk Huy

Huy 6

Verwaltungsbezirk Lüttich

Lüttich 10

Visé 5

Fléron 7

Seraing 4

Saint Nicolas 6

Bezirk Verviers

Verviers	6
Dison	4
Eupen	4

Verwaltungsbezirk Waremme

Waremme	4
---------	---

SUMME	56
--------------	-----------

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2024 zur Verteilung der Provinzialräte auf die Wahlbezirke gemäß den am 1. Januar 2024 festgestellten Bevölkerungszahlen.

Namur, den 19. April 2024.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,

Ch. COLLIGNON

BELGISCH STAATSBLAG — 07.05.2024 — MONITEUR BELGE

51627

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202257]

25. MÄRZ 2024 — Dekret bezüglich der Auswirkungen der Neubesetzung des Parlaments auf die hinterlegten Dekretvorschläge und Dekretentwürfe (1)

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024*

Nummerierte Dokumente: 325 (2023-2024) Nr. 1 Dekretvorschlag

325 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 25. März 2024 - Nr. 71 Diskussion und Abstimmung

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202140]

15. JUNI 2023 — Erlass der Regierung über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder (1)

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 14 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 27. Juni 2022;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 11. Juni 2009 zur Einführung eines Meistervolontariates in der Grundausbildung des Mittelstandes;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 1. Juli 2010 über die pädagogische Fortbildung für Betriebsleiter und Ausbilder des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Vorschlags des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 17. Oktober 2022;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 7. Juni 2023;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 8. Juni 2023;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die neuen Bedingungen für die Durchführung sowie die Bewertung der pädagogischen Fortbildung ab dem Ausbildungsjahr 2023-2024 gelten müssen und der Abschluss von neuen Lehrverträgen nach Prüfung der Einhaltung der Ausbildungsbedingungen durch den Ausbildungsbetrieb ab dem 1. Juli 2023 möglich ist, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses für den reibungslosen Ablauf keinen Aufschub mehr duldet;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. IAWM: das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;
2. Kurseinheit: eine Kurseinheit beträgt 2,5 Kursstunden. Die Kursstunde beträgt 60 Minuten;
3. gerechtfertigte Abwesenheit: eine gerechtfertigte Abwesenheit gemäß Artikel 3 des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2000 über den Schulbesuch.

Art. 2 - Die pädagogische Fortbildung umfasst mindestens 36 Kursstunden und kann auf drei Ebenen organisiert werden:

1. als spezifischer Kurs für neue Ausbilder,
2. als Kursteil der Betriebsleiterausbildung,
3. als Kursteil der im Dekret vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule angeführten Erstausbildungen in den Bereichen Buchhaltung, Bank, Versicherungen und Public and Business Administration.

Zur Eröffnung des in Absatz 1 Nummer 1 erwähnten Kurses ist die Mindestanzahl von 6 Teilnehmern pro Kurs erforderlich. Ab 16 Teilnehmer wird die Klasse in zwei geteilt. In begründetem Fall und nach Absprache mit dem betroffenen Dozenten kann das IAWM die Maximalanzahl der Teilnehmer pro Klasse erhöhen.

In Ermangelung des in Absatz 1 Nummer 1 angeführten Kursangebotes oder aus anderen organisatorischen Gründen, kann das IAWM einzelnen oder mehreren Kandidaten alternativ die Teilnahme an dem in Absatz 1 Nummer 2 angeführten Kursteil der Betriebsleiterausbildung gestatten.

Art. 3 - § 1 - Zur Bewertung am Ende der pädagogischen Fortbildung ist der Teilnehmer zugelassen, der folgende Bedingungen erfüllt:

1. der Teilnehmer des in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 1 erwähnten Kurses hat bis zum zweiten Kurstermin der pädagogischen Fortbildung die Kursgebühr, die im Gebührenkatalog vom IAWM festgelegt wurde, an das IAWM entrichtet;
2. der Teilnehmer vereinigt keine ungerechtfertigte Abwesenheit zu den Kursen der pädagogischen Fortbildung und nicht mehr als ein Drittel gerechtfertigter Abwesenheiten auf sich;
3. der Teilnehmer hat eine schriftliche Arbeit zum vorher festgelegten Termin eingereicht.

Der Dozent legt in Absprache mit dem IAWM das Thema sowie die Termine zur Abgabe der schriftlichen Arbeit fest.

§ 2 - Der Teilnehmer, der für seine schriftliche Arbeit und ihre mündliche Verteidigung jeweils mindestens die Hälfte der Höchstpunktzahl erhält, besteht die Bewertung in der ersten Prüfungssitzung.

Die schriftliche Arbeit und ihre mündliche Verteidigung machen jeweils 50 % der Gesamtpunktzahl aus.

Die mündliche Verteidigung der schriftlichen Arbeit entspricht einer Dauer von einer Kurseinheit.

§ 3 - Das IAWM organisiert für die Teilnehmer, die die in § 2 Absatz 1 angeführte Bewertung nicht bestehen, nach Ende des Kurses eine zweite Prüfungssitzung.

Die zweite Prüfungssitzung findet für die Teilnehmer des in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 1 angeführten Kurses innerhalb von vier Wochen nach dem Ende des Kurses statt. Für die Teilnehmer der in Artikel 2 Absatz 1 Nummern 2 und 3 angeführten Kurse wird die zweite Prüfungssitzung innerhalb der regulären zweiten Prüfungssitzung der Ausbildung organisiert.

Der Teilnehmer, der in der zweiten Prüfungssitzung die in § 2 Absatz 1 angeführte Bewertung nicht besteht, muss erneut an der gesamten pädagogischen Fortbildung teilnehmen.

§ 4 - Die Teilnehmer, die am Tag der mündlichen Verteidigung eine gerechtfertigte Abwesenheit vorlegen, erhalten einen vom Dozenten festgelegten Nachholtermin.

Der Nachweis über die gerechtfertigte Abwesenheit geht für Teilnehmer des in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 1 angeführten Kurses innerhalb von zwei Arbeitstagen nach dem versäumten Termin im IAWM ein. Das Datum des Zeit- oder Poststempels oder das der ausgestellten Empfangsbestätigung ist ausschlaggebend. Teilnehmer der in Artikel 2 Absatz 1 Nummern 2 und 3 angeführten Kurse reichen den Nachweis über die gerechtfertigte Abwesenheit innerhalb von zwei Arbeitstagen nach dem versäumten Termin beim Zentrum für Aus- und Weiterbildung ein. Das Datum des Zeit- oder Poststempels oder das der ausgestellten Empfangsbestätigung ist ausschlaggebend.

Im Fall einer ungerechtfertigten Abwesenheit wird die mündliche Verteidigung der schriftlichen Arbeit mit null Punkten bewertet.

Art. 4 - Der erfolgreiche Absolvent erhält ein Zertifikat, dessen Muster vom Minister, der für die Ausbildung zuständig ist, auf Vorschlag des IAWM festgelegt wird.

Art. 5 - Artikel 10 § 5 des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Festlegung der Ausbildungsbedingungen für mittelständische Lehrlinge und Ausbildungsbetriebe wird wie folgt abgeändert:

1. Die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben.

2. Am Ende des Absatzes 4, der zu Absatz 2 wird, werden folgende Sätze eingefügt:

„Als vergleichbare Zertifikate gelten der pädagogische Befähigungsnachweis (CAP), die Ausbildereignung im Handwerk nach deutschem Recht, die modulare Zusatzausbildung (MZA) der Dienststelle für selbstbestimmtes Leben, der Lehrgang Landwirt - Praktikantenausbilder des Landwirtschaftlichen Schulungszentrums des Grünen Kreises, der Agra-Frauen und der Ländliche Gilden V.o.G., sowie pädagogische Nachweise aus anderssprachigen Landesteilen und aus dem Ausland, insofern die Inhalte deckungsgleich zum vorliegenden Kurs sind. Die Inhalte sowie die Dauer des Kurses müssen klar aus dem Nachweis hervorgehen und werden vom IAWM geprüft.“

Art. 6 - In Artikel 2 § 4 Absatz 2 des Erlasses der Regierung vom 11. Juni 2009 zur Einführung eines Meistervolontariates in der Grundausbildung des Mittelstandes, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 16. April 2020, werden am Ende folgende Sätze eingefügt:

„Als vergleichbare Zertifikate gelten der pädagogische Befähigungsnachweis (CAP), die Ausbildereignung im Handwerk nach deutschem Recht, die modulare Zusatzausbildung (MZA) der Dienststelle für selbstbestimmtes Leben, der Lehrgang Landwirt - Praktikantenausbilder des Landwirtschaftlichen Schulungszentrums des Grünen Kreises, der Agra-Frauen und der Ländliche Gilden V.o.G., sowie pädagogische Nachweise aus anderssprachigen Landesteilen und aus dem Ausland, insofern die Inhalte deckungsgleich zum vorliegenden Kurs sind. Die Inhalte sowie die Dauer des Kurses müssen klar aus dem Nachweis hervorgehen und werden vom IAWM geprüft.“

Art. 7 - Der Erlass der Regierung vom 1. Juli 2010 über die pädagogische Fortbildung für Betriebsleiter und Ausbilder des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen wird aufgehoben.

Art. 8 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

Art. 9 - Der für die Ausbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 15. Juni 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202141]

28. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Festlegung des Programms der pädagogischen Fortbildung (BAP/2023)

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 15. Juni 2023 über die pädagogische Fortbildung des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen für Betriebsleiter und Ausbilder;

Aufgrund des Vorschlages des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 26. Juni 2023;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Programm der pädagogischen Fortbildung (BAP/2023) in seiner Fassung vom 26. Juni 2023 wird festgelegt.

Art. 2 - Das in Artikel 1 angeführte Programm wird ab dem Ausbildungsjahr 2023-2024 eingeführt.

Das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen veröffentlicht das in Artikel 1 angeführte Programm auf seiner Webseite.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Juli 2023 in Kraft.

Art. 4 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 28. September 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlement francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news/secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calrenet.eu

BELGISCHES STAATSBLATT

www.ejustice.just.fgov.be